

- la formule “structurale”, qui accorde la primauté au développement économique et met en relief les facteurs susceptibles de promouvoir ou d’entraver l’accumulation du capital;
- la formule “éclectique-pragmatique”, suivant laquelle sont prônées des politiques adoptées aux circonstances de chaque pays.

Les petits États n’ont pas les moyens voulus pour mettre en oeuvre des programmes de rajustement structural du type classique tout en appliquant la stratégie à long terme qui s’impose pour la création d’emplois. L’approche pragmatique convenait particulièrement bien à la situation des petits États antillais aux structures ouvertes. Il faut donc de toute urgence étudier des formules de rechange, qu’on pourrait envisager d’adopter formellement au niveau régional, et qui permettraient aux petits États antillais de mettre en oeuvre des stratégies à long terme axées sur le développement rural et la production alimentaire. Ces stratégies à long terme sont d’autant plus importantes que dans l’avenir, l’émigration à grande échelle ne sera peut-être plus praticable.

Les dilemmes économiques dans lesquels les petits États antillais sont enfermés doivent être considérés dans un contexte global. En dernière analyse, c’est la faiblesse des systèmes économique et financier mondiaux qui aggrave la crise de la dette extérieure (le fardeau par habitant dans certains pays antillais dépasse maintenant celui de plusieurs pays débiteurs latino-américains bien connus) et qui suscite des pressions incitant à abandonner les programmes de planification et de développement nationaux au profit de tactiques à court terme pour gérer la crise. Au nombre de ces tactiques figurent de fréquentes dévaluations, présentées diversement comme mesures de stabilisation ou de rajustement structural.

Toutefois, dans certains cas, la dette des États antillais se différencie de la dette latino-américaine, en ce sens que les créiteurs sont des organismes multilatéraux plutôt que des institutions privées. Le Commonwealth a ici l’occasion de jouer un rôle en favorisant un “relâchement” des politiques relatives à la dette et en appuyant les efforts visant à la renégociation et au réaménagement de cette dernière.

### **Le patrimoine en péril — L’érosion de l’identité nationale**

On ne saurait trop insister sur l’importance de l’identité nationale, dont seul le maintien permettra de jeter les bases de politiques dynamiques et novatrices en matière de développement. L’identité nationale et culturelle des petits États antillais est menacée de toutes parts. Pour prendre l’exemple des médias : une langue commune (l’anglais) et la proximité géographique des États-Unis ont facilité la pénétration des